

« Rien pour les vieux sans les vieux ! » : Rencontre avec le CNaV, OLD'UP et Citoyennage

Le CNaV, OLD'UP, Citoyennage sont trois organisations qui se veulent être les porte-parole des « vieilles et des vieux ». Elles ne sont pas les seules, mais elles sont sans doute les plus connues en France et elles représentent une nouvelle manière d'aborder les questions liées au vieillissement. Si toutes les trois ont pour point commun de se reconnaître dans la formule « rien pour les vieux sans les vieux », elles n'en ont pas moins des spécificités liées à leurs conditions d'émergence et de positionnement. Dans cette perspective, il nous a semblé utile de réaliser un entretien croisé avec une représentante de chacune de ces trois structures¹ : Isabelle Hartvig, présidente nationale de Citoyennage, Martine Gruère, vice-présidente de OLD'UP, et Véronique Fournier, cofondatrice du CNaV.

Pour commencer, pouvez-vous nous présenter les origines de votre association ?

Isabelle Hartvig : Citoyennage² existe depuis 30 ans. C'est à l'origine une initiative de Jean-Yves Forcet (qui avait créé la démarche *Liberté du Résident en Institution*) et de Pascal Champvert, directeur de l'AD-PA (Association des Directeurs au service des Personnes Âgées). Mais Citoyennage est une association juridiquement et moralement indépendante. Je pense que c'est la seule en France qui représente les personnes âgées accompagnées en établissement ou à domicile. J'en parle sagement parce que j'ai bientôt 88 ans et je suis certainement une des plus jeunes. Je ne suis vraiment active au sein de Citoyennage que depuis trois ans, mais j'en suis devenue présidente récemment suite au décès du précédent président, Philippe Wender.

Nous sommes organisés par région et compte tenu des entrées et des sorties assez fréquentes, il n'est pas facile de savoir combien nous sommes. Nous couvrons 6 régions et comptons plus de 70 établissements ou services d'aide à domicile impliqués. 90 % des adhérents sont des résidents d'établissements. Je refuse d'employer le terme d'Ehpad, car je le trouve disqualifiant et stigmatisant. Mais il y a également

¹ L'entretien collectif a été organisé par Dominique Argoud au cours du mois de novembre 2025, puis relu et validé par chacune des participantes.

² <https://citoyennage.fr>

quelques adhérents provenant du domicile, dont je fais partie, puisqu'à l'origine je vivais à domicile. D'ailleurs, je ne suis toujours pas véritablement en maison de retraite dans la mesure où j'habite dans une résidence senior juste à côté de la Résidence de l'abbaye à Saint-Maur.

Martine Gruère : Je vais être très ambitieuse et dire que l'association OLD'UP³ est née en 1929 parce que l'École des Parents (EPE) a été créée par des parents à cette date, à un moment où l'Éducation nationale avait décidé qu'il fallait enseigner, au moins *a minima*, la sexualité aux jeunes filles lycéennes. Des parents ont alors réagi car ils considéraient que cela relevait de « leurs » responsabilités. Ils ont créé l'association l'École des Parents et ont organisé des conférences, des groupes de parole pour – ensemble et avec d'autres – se former à être parents et à assumer leurs responsabilités. C'était un début de « *Rien pour nos enfants sans nous !* ». C'est dans ce cadre et cette perspective qu'un certain nombre de membres de OLD'UP se sont connus.

Alors que Marie-Françoise Fuchs était présidente et que je dirigeais l'École des Parents, nous recevions sur notre plateau téléphonique Inter-Service-Parents un nombre croissant d'appels de la part de grands-parents inquiets et malheureux parce que coupés du lien avec leurs petits-enfants. En particulier lorsque les petits-enfants étaient jugés en danger du fait des pathologies de leurs parents, les services sociaux interdisaient quasiment aux grands-parents de les accueillir. Donc, selon la même conviction que les plus concernés devaient être pris en compte et entendus par les « sachants », Marie-Françoise Fuchs, qui venait de devenir grand-mère, a décidé de créer l'École des grands-parents européens (EGPE). Y ont été proposés des groupes de parole, des rendez-vous individuels, des conférences, des échanges variés pour s'informer et s'entraider en tant que grands-parents.

Puis – nouvelle étape – arrive un moment où les petits-enfants ayant grandi ne s'intéressent plus à leurs grands-parents ; ils s'envolent. Et un peu comme à l'adolescence avec leurs parents, les grands-parents sont mis hors-jeu. C'est d'autant plus mal vécu qu'ils sont le plus souvent à la retraite. Ils n'ont plus l'utilité heureuse qu'ils assumaient en s'occupant des petits, ni leur légitimité à intervenir dans la société. Ce peut être très douloureux. Ce fut le cas de Marie-Françoise Fuchs et de quelques-unes de ses amies du même âge. Et c'est ainsi qu'elles ont créé OLD'UP en 2008.

EPE, EGPE, OLD'UP : c'est une filiation qui suit les âges de la présidente – aujourd'hui devenue présidente honoraire d'OLD'UP. Mais ce sont aussi les étapes qu'un grand nombre d'entre nous franchissent.

J'aime rappeler cette histoire parce que, à chaque étape, on retrouve la même problématique. Que l'on soit parent, grand-parent ou vieux, le système éducatif ou médico-social (les professionnels sachants), politique comme économique, ne nous reconnaît pas la place spécifique que nous avons, que nous pensons et savons nécessaire et utile à tous.

³ <https://www.oldup.fr>

OLD'UP a été créé à partir de ce constat que les personnes âgées n'intéressent personne, ni les petits-enfants ni le monde dit « des actifs » : ceux qui sont rémunérés pour leur activité professionnelle. « Retraités », ils ont perdu leur identité, leur légitimité, et ne suscitent de l'intérêt qu'en tant que consommateurs potentiels. À OLD'UP, nous sommes tous dans cette phase, c'est pourquoi nous avons pour objectif de « Donner du sens et de l'utilité à l'allongement de la vie ».

Les vieux sont de plus en plus nombreux. Il est important qu'ils témoignent eux-mêmes. Les manifestations sur le thème du « Bien-vieillir » – salons, colloques... – se multiplient. Nous représentons un énorme marché. Or, dans toutes ces manifestations, nous ne sommes pas invités en tant qu'êtres parlants ou pensants, nous le sommes en tant que consommateurs. Pour OLD'UP, il est essentiel de témoigner et de prendre la parole pour rappeler que nous existons – dans nos différences très souvent méconnues – pas pour nous opposer à ceux qui pensent pour nous, mais pour les aider à être un peu plus intelligents, à être capables d'adapter ce qu'ils font pour nous, que ce soit au moins adapté à nous et pas seulement à eux, à leurs objectifs et représentations biaisées.

Rappelons-nous, en 1984, une émission intitulée « *Le bébé est une personne* » a changé la représentation des très jeunes enfants. Cela a suscité une révolution, une amélioration extraordinaire et rapide dans les pratiques d'accueil et de soins des petits. Le bébé est une personne, mais c'est vrai à tout âge et pour tous... le vieux est une personne ! Je pense que le mouvement des parents a été très pionnier : le rôle des parents, leurs responsabilités ont été de plus en plus reconnus et valorisés. Dans le milieu où je travaillais – les consultations de psychologie, de psychanalyse ou de psychiatrie –, longtemps, les parents étaient considérés comme fautifs quand l'enfant n'allait pas bien. On ne les recevait pas. Et peu à peu les professionnels les ont accueillis, écoutés et ont pu tenter des alliances avec eux pour le mieux des enfants concernés. Il y a eu un mouvement progressif de reconnaissance des parents, de leurs rôles et fonctions. La reconnaissance des grands-parents progresse aussi.

C'est pour cela que je considère que le focus sur les vieux dont nos trois associations sont porteuses est indispensable.

Véronique Fournier : Le CNaV⁴, Conseil National autoproclamé de la Vieillesse, est né fin 2021. Nous nous sommes constitués du fait d'avoir constaté que la loi « grand âge » n'arrivait pas. Cela faisait vingt ans que les présidents de la République successifs la promettaient et elle n'arrivait pas. Probablement parce qu'elle coûtait cher. Elle aurait dû être financée dans le cadre de la création de la cinquième branche de la Sécurité sociale, mais le Gouvernement n'ayant pas identifié de sources de financement possibles, elle avait de nouveau été mise sous le tapis. Donc, lors d'une soirée où on était à peu près 200 vieilles et vieux de diverses associations, dont OLD'UP du reste, on s'est dit qu'il était temps de se retrousser les manches et de se mobiliser tous ensemble pour demander une politique de la vieillesse digne de ce nom, que ça passe par une loi ou non. Fidèles à notre nouveau mantra « *Rien pour les vieux sans les*

⁴ <https://www.cnav-demain.fr>

vieux », on a décidé que nous commencerions par demander la création d'un Conseil consultatif national des personnes vieilles, comme il existe un Conseil consultatif national des personnes handicapées, de façon à faire entendre notre voix, celle des premiers concernés.

Tout le monde était enthousiaste autour de cette proposition et puis, petit à petit, on s'est aperçu que ce n'était probablement pas la bonne revendication. C'est pourquoi nous nous sommes mis à réfléchir à d'autres façons de faire pour essayer de peser sur les politiques de la vieillesse. Notre idée de Conseil consultatif national des personnes vieilles a été reprise extrêmement vite par les grands patrons de la silver économie, dont Luc Broussy. Probablement pour la noyauter, ou en tout cas pour y faire siéger, à côté des vieilles et des vieux, tous les acteurs du secteur. Nous, on ne voulait pas. On aurait été marginalisés, la structure serait vite devenue au service des intérêts de ces acteurs plutôt qu'au service des vieux eux-mêmes. Or c'est vraiment notre revendication principale, un peu comme pour OLD'UP, de dire : arrêtez de construire des politiques de la vieillesse avec des gens qui ne savent pas ce que c'est que d'être vieux, qui sont certes des acteurs du secteur, mais qui ne sont que des observateurs de la vieillesse ! Nous, nous pensons qu'il est important que nous puissions être entendus sur ce que vieillir veut dire, au quotidien, dans la vie de tous les jours, pour que cela soit pris en compte non seulement pour inventer les Ehpad de demain, mais plus largement pour construire une société qui nous marginalise moins qu'aujourd'hui, puisque nous allons bientôt représenter 30 % de la population.

L'idée du CNaV est donc née de cette soirée d'octobre 2021, pour préfigurer le Conseil consultatif national des personnes vieilles officiel que nous voulions voir créer à l'époque. Le premier noyau un peu pionnier du CNaV était composé de quatre associations qui, déjà, travaillaient ensemble sur la vieillesse depuis quelques années. Il y avait « Vieux et Chez Soi », une association que nous avons créée avec quelques collègues du Centre d'éthique clinique quelques années auparavant ; « Grey Pride » dont le président était Francis Carrier, militant de la vieillesse LGBT ; « VIF, Vieux Inégaux, Fous, les fragiles de notre temps », une association créée par Éric Favereau, ancien journaliste à *Libération*, qui publie, tous les 15 jours, une espèce de média-blog ; et enfin « La Vie vieille », petite association de vieilles et vieux, que j'ai créée début 2021, et dont l'objet est de produire de la connaissance, sous forme de livres conçus pour le grand public, sur ce que c'est que de vivre vieux. Nous sommes une petite trentaine à nous réunir une fois par an, sous forme de séminaires de travail de trois jours intensifs, sur un thème ou un autre, porteur d'enjeux pour les vieux en général, à commencer par nous-mêmes. C'est ainsi par exemple que nous avons publié un livre sur *Le corps vieux*⁵ : qu'est-ce que cela veut dire de vieillir dans son corps, quels enjeux, pour soi et pour les autres ? Et un autre intitulé *L'argent et les vieux*⁶ : les vieux sont-ils les riches, comme on le dit aujourd'hui, les moins à plaindre de la population générale ? Mais alors que font-ils de leur argent ? Et comment se fait-il que l'on ne soit pas capable de mettre en place un financement pour la dépendance qui les menace dès lors qu'ils

⁵ Ouvrage de Catherine Vincent, Éditions Michalon, 2024.

⁶ Ouvrage de Véronique Fournier, Éditions Michalon, 2025.

deviennent très vieux ? Avant la création du CNaV, nous avons déjà sorti un premier livre dont le titre était : *Qui est vieux ?*⁷ Nous voulions militer pour dire que si l'on ne s'admettait pas nous-mêmes comme vieux, considérant comme beaucoup que c'est toujours l'autre qui est vieux, jamais soi, alors il y avait assez peu de chances que personne jamais ne porte une revendication sur la politique de la vieillesse...

Est-ce que vous avez d'autres associations, au-delà des personnes qui adhèrent à vos mouvements, qui sont des partenaires avec lesquelles vous coopérez ?

Isabelle Hartvig : Nous travaillons de manière plus ou moins étroite avec des organisations professionnelles comme l'AD-PA (Association des Directeurs au service des Personnes Âgées), la FNADEPA (Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées), le GAG (Groupement national des animateurs en gérontologie) et avec des familles, notamment représentées au sein de l'*Association vieillir ensemble en citoyens* (AVEC)⁸, dont je suis par ailleurs présidente adjointe. L'association n'a pas été très active ces temps-ci parce que le président justement était tombé malade. Elle ne regroupe pas seulement des familles, mais tout citoyen désireux de s'investir et de s'exprimer sur la question de l'avancée en âge.

Martine Gruère : Nous sommes représentés dans un certain nombre d'institutions : Ville de Paris, Haute Autorité de Santé, Défenseur des Droits, Gérontopôle d'Île-de-France... Depuis notre création, nous avons surtout établi des partenariats éphémères avec la SNCF et la RATP lorsque nous leur avons proposé des idées pour améliorer l'accueil et la circulation des Vieux dans leurs structures ; en immersion dans des SSR (Services de Soins et de Réadaptation) de Korian – devenu Clariane – pour chercher ensemble puis publier des idées favorisant le confort des résidents temporaires. Nous avons beaucoup collaboré avec la Mutuelle MAFIP⁹, notamment dans le cadre d'une enquête « *Quel cadre de vie pour nos vieux jours ?* ». Plus récemment, c'est avec le Groupe COLISÉE et sur sa suggestion que nous avons partagé des repas dans des Ehpad un peu partout en France afin de contribuer par nos observations et suggestions à l'amélioration de la convivialité des repas dans ces établissements...

En termes de proximité, nous sommes proches du Mouvement *Poursuivre* qui est plus ancien que nous et qui est issu du scoutisme et de « La Vie Nouvelle ». Ce sont des groupes qui, comme nous, se réunissent pour partager des réflexions. Certains de leurs membres sont passés chez nous et réciproquement. Nous sommes aussi proches du CNaV depuis sa création mais cette proximité dévoile les convictions hétérogènes des membres de OLD'UP. Certains d'entre nous sont également membres du CNaV, d'autres préfèrent s'en tenir éloignés. Différemment, nous sommes en grande sympathie avec le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVVA) dont le Siège est situé à Dijon. Cette association qui se centre sur l'amélioration de la mobilité des Vieux est efficace et précieuse. Elle est tout à fait complémentaire à la nôtre.

⁷ Ouvrage de Véronique Fournier, Éditions Rue de Seine, 2022.

⁸ www.asso-avec.net

⁹ Mutuelle d'Action Sociale des Finances Publiques.

OLD'UP est relativement petit avec 250 adhérents parisiens, mais il existe désormais plusieurs associations OLD'UP : à Marseille, Nantes, Toulouse... ainsi que des Groupements OLD'UP un peu partout en France. Pour que notre réseau se développe, il faut qu'un petit groupe de personnes âgées soit intéressé et comprenne suffisamment ce qu'est OLD'UP. Il n'est pas facile de créer une association à nos âges.

Nous sommes également reconnus au niveau européen car nous travaillons en partenariat avec des associations européennes, notamment avec Age Platform et EURAG. Un membre de OLD'UP nous représente aussi à l'Organisation des Nations Unies.

Véronique Fournier : À l'origine du CNaV, il y a donc eu les quatre associations constitutives dont j'ai parlé précédemment. Mais nous avons très vite insisté pour demander que l'on adhère au CNaV, en tant que personne, que « je », et non en tant qu'association. Il y a plein de gens qui nous ont approchés en tant qu'association. Mais notre spécificité avant tout, c'est d'essayer de faire remonter la parole des premiers concernés et la parole des premiers concernés n'est pas toujours portée par les associations ; très souvent, dans les associations, il y a quelqu'un qui parle au nom des vieux, leur parole est médiée, ou alors elle est portée par quelques dirigeants, toujours les mêmes, et on n'entend pas la voix des autres, ceux du terrain.

Quant à d'éventuelles associations partenaires, oui, nous sommes assez proches d'OLD'UP par exemple. Avec Martine Gruère, on a essayé – il fut un temps – de se partager les rôles sur lesquels nous sommes sollicités les uns comme les autres : représenter les personnes vieilles dans un conseil scientifique institutionnel par exemple. Mais finalement, on a eu du mal à le faire. Probablement parce qu'il y a une image du CNaV qui fait un peu peur. Nous sommes perçus comme un peu trop trublions, politiques, revendicatifs, voire clivants, voulant renverser la table, en tout cas certains d'entre nous.

En termes d'effectifs, on affiche aujourd'hui près de 5 000 sympathisants, ce qui est beaucoup. Mais tous ne sont pas très actifs. Il est donc difficile de comparer des choses qui ne sont pas comparables. D'autant qu'on s'est organisé en tant que mouvement, et non pas en tant qu'association : les gens ne sont pas obligés de payer une cotisation ni d'être fidèles, etc. Donc forcément, on n'a pas une relation très forte avec tous ces gens qui nous disent qu'ils sont enthousiastes quant à notre initiative et qu'ils veulent nous rejoindre, mais que nous n'avons jamais vu en vrai. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le positionnement que nous affichons intéresse : les vieux s'y retrouvent. Pourquoi ? Parce qu'ils ressentent/souffrent à titre personnel de ce pour quoi nous avons créé le CNaV : une sorte de ressenti de marginalisation sociale. Ils veulent continuer d'exister dans la société, de compter encore pour quelque chose. Par ailleurs, si nous attirons autant, c'est probablement aussi parce que nous sommes organisés en « mouvement » et non en « association ». C'est plus souple. Il n'y a pas un chef, une seule façon de faire. Les gens peuvent inventer leur petit CNaV local et le focaliser sur un sujet ou un autre qui les intéresse plus particulièrement. Aujourd'hui, il y a 33 groupes CNaV locaux en France, implantés aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Et près de dix autres en gestation, qui verront le jour ou

non. Chacun peut être composé de trois ou cinquante personnes. Dans l'antenne Paris-Île-de-France, nous sommes plus de 500. C'est beaucoup. Le problème est que beaucoup parmi elles ont une forte personnalité et veulent inventer leur propre CNaV Paris !

Pouvez-vous nous préciser quelles méthodes vous utilisez pour mobiliser vos adhérents ou sympathisants ?

Isabelle Hartvig : Citoyennage repose sur une démarche. On explique en quoi consiste concrètement la démarche, en fonction de l'organisation, car nous avons des groupes locaux. Ils sont difficiles à dénombrer car ce peut être de petits groupes. Les comités Citoyens au sein des structures peuvent être composés de huit personnes à vingt personnes. Les différents comités travaillent ensemble au sein d'une même région. Mais cela dépend aussi beaucoup de l'engagement des directeurs qui trouvent la démarche intéressante et qui sont désireux d'y inscrire leur établissement ou leur service d'aide à domicile.

Martine Gruère : À OLD'UP, nous avons un peu moins d'une dizaine d'« antennes », dont trois associations de fait, qui sont autonomes. Et les autres, à des niveaux variés, sont en construction, à peu près huit. Dès lors qu'elles ont la dénomination OLD'UP, ces antennes signent un « contrat » avec nous. Il n'y a pas de fédération mais des échanges réguliers, la circulation de nos informations et le partage de nos outils... Récemment, nous avons porté un projet national ouvert à tous les oldupiens qui le souhaitaient. Le plaisir et l'utilité de travailler ensemble ont confirmé l'intérêt de telles initiatives. Ce sera reproduit... Il est vrai que désormais avec les Zoom de plus en plus accessibles à tous, il y a des opportunités superbes de rencontres, débats et recherches mobilisatrices. Nous essayons de nous assurer que tous ceux qui se revendiquent de OLD'UP soient suffisamment dans notre lignée, dans notre philosophie mais c'est un peu compliqué. Il s'agit de régions différentes, de responsables différents qui peuvent tenir à s'émanciper du risque de tutelle des Parisiens. Cependant, OLD'UP est d'origine parisienne et nous assumons la place et le rôle national que cela requiert. Notre newsletter bimensuelle représente à peu près 1 800 abonnés.

Isabelle Hartvig : Voici comment fonctionne Citoyennage : sur une année, en début généralement, les résidents de différentes structures d'une même région se réunissent, réfléchissent ensemble et arrivent en fin de journée à déterminer un thème sur lequel ils travailleront toute l'année. Chaque région choisit indépendamment son thème.

Après quoi, dans chaque structure, le comité Citoyennage se réunit pour étudier le thème en question et préparer un texte d'introduction qui sera présenté lors d'un colloque. Parfois, les personnes accompagnées à domicile rejoignent les groupes qui fonctionnent en résidence. Les textes sont lus par des participants de chaque groupe qui se réunissent lors d'un colloque, lequel se tient généralement en fin d'année scolaire dans un endroit agréable sur un à trois jours. Après de nouveaux débats, une synthèse définitive de tous les travaux est établie avec des propositions concrètes. Les thèmes peuvent être des sujets très pratico-pratiques sur les attentes des plus âgés

concernant la politique des établissements. Mais les réflexions peuvent tendre vers des sujets plus introspectifs et philosophiques. Par exemple, après le Covid, il y a eu un sujet sur la liberté. Il y avait visiblement beaucoup à dire. Ce n'est pas parce qu'on est vieux qu'on n'est plus vivants. Mais ce sont vraiment les personnes âgées elles-mêmes qui décident du sujet. Et c'est quelquefois très étonnant parce qu'on peut parfois entendre des vieilles personnes dont on pourrait croire qu'elles n'ont plus rien à dire. Cela aurait été très dommage qu'elles ne disent pas en réunion ce qu'elles avaient à dire. Ce sont parfois des propos très forts.

Il faut aussi préciser que les participants aux colloques ne sont pas les seuls à bénéficier de la démarche. La démarche a un bénéfice indirect sur l'ensemble des usagers d'une structure participante. Car les mesures d'amélioration de la vie quotidienne tirées des débats vont bénéficier à tous et la dynamique de démocratie participative va impacter chacun. Comme vivre dans une société démocratique est bénéfique à chaque citoyen, même si on ne vote pas et ne participe pas activement au débat démocratique.

Martine Gruère : Je voulais ajouter, par rapport à ce qui se dit là, que nous sommes certes petits, mais lors de nos enquêtes nous parvenons à joindre un nombre significatif de personnes âgées et très âgées : 5 000 personnes durant le Covid et 1 000 réponses (traitées) pour « *Quel cadre de vie ?* ». Après les enquêtes, nous interviewons toujours un certain nombre de personnes volontaires, puis nous organisons des focus groupes sur le thème retenu ; enfin, nous publions nos résultats afin de les diffuser au plus grand nombre possible de personnes concernées : vieux, responsables d'institutions, politiques... Notre façon de nous engager inclut donc d'une part des groupes de parole sur soi ou sur des questions qui nous touchent ou dont nous sommes curieux (récemment « la spiritualité laïque ») – cela marche très bien – et d'autre part, des recherches, des enquêtes avec l'intention et l'espoir de faire évoluer les représentations comme les pratiques pour le mieux de tous. Nous souhaitons que nos travaux soient utiles, qu'ils aient un impact social et politique.

La première enquête a été menée avec l'accord de la SNCF et de la RATP. Comme nous sommes vieux et que nous regardons plutôt le sol, il a été proposé par les membres de OLD'UP que soient dessinés sur les quais des pieds qui indiquent la ligne de métro choisie et oriente vers elle. Les oldupiens ont aussi beaucoup insisté sur l'accès aux toilettes dans les gares, difficile pour les vieux parce que presque toujours tout au bout du quai et en bas d'escaliers. Depuis les débuts de l'association, des actions citoyennes ont été mises en œuvre. Notre dernier grand succès, c'est l'enquête « *Quel cadre de vie pour nos vieux jours ?* » suivie du Guide « *Quelques bonnes questions à se poser* » publié en 2024. Ce sont les interrogations qui émergent peu à peu quand on est chez soi et qu'on commence à se dire « *je ne peux plus vivre ainsi, quel peut-être mon avenir qui soit adapté à ce que je sais de la vieillesse que je commence à ressentir... ?* ». C'est du fait de ces travaux suivis de publications qu'OLD'UP existe plus que pour 250 personnes, c'est grâce à ce que nous produisons. Toujours voulu, conçu, pensé, réfléchi et rédigé par les vieux que nous sommes.

Si je prends l'exemple du Covid : au départ, ce sont trois nonagénaires adhérentes qui ont décidé de créer une petite enquête interne afin de savoir comment elles allaient, comment elles s'occupaient et réagissaient. Il s'avère que pour y avoir travaillé pendant 15 ans, je connaissais la Fondation de France. Elle a lancé un appel à projets au tout début de cette épidémie. Nous avons postulé pour avoir les moyens nécessaires au lancement d'une enquête à dimension nationale. Nous avons mis en place un numéro vert afin de pouvoir s'adresser à un très grand nombre de personnes âgées, y compris celles qui ne détenaient pas d'ordinateurs ou ignoraient comment s'en servir. Elles/ils pouvaient nous téléphoner et nous assurions la saisie de leurs réponses. L'enquête était ainsi renseignée par téléphone ! Cela nous a permis de passer sur France Inter et France Culture très vite. C'est aussi ainsi que celles et ceux qui nous ont répondu étaient d'origines très variées et habitaient la France entière.

Lorsque nous diffusons une enquête, nous demandons à celles et ceux qui l'ont reçue de la diffuser à leur tour. Cela marche plutôt bien parce que les gens de nos âges apprécient d'être interrogés sur des questions qui les concernent. Et ils ont le temps. Nous maîtrisons la formulation de toutes les questions, les mots utilisés. C'est aussi nous qui traitons les réponses, tout en nous faisant aider. C'est pour cela que nous avons besoin de trouver des soutiens financiers : afin d'être aidés par des professionnels plus jeunes que nous, qui savent manier les outils actuels et qui sont intéressés par nos questions.

Comme je l'ai dit, nous assumons toujours des groupes de parole qui sont limités géographiquement. Nous préparons actuellement une publication qui explicitera et illustrera les modalités de mise en place et d'animation de ces groupes car nous tenons à cette spécificité de « vieux parlant à des vieux », animateurs compris. Nous avançons aussi sur les questions de la mort afin d'en parler avec des personnes relevant du très grand âge.

Véronique Fournier : Quelle stratégie utiliser pour construire un message à partir de la parole des vieux ? Au début, nous avons travaillé à 100-150. Nous organisons une journée de réflexion pour échanger, discuter, élaborer un plaidoyer CNaV sur l'un ou l'autre de nos sujets de préoccupation prioritaires. Nous avons fait cela sur l'habitat, puis sur la fin de vie. Ariane Mnouchkine nous accueillait avec son équipe à la Cartoucherie. Nous aimons cet endroit ; la façon dont on y est accueilli élève l'esprit et l'âme ! Mais après le premier contre-salon, nous sommes devenus 2 000... Comment faire pour que tous puissent s'exprimer et que nous puissions continuer d'affirmer que le CNaV fait remonter la parole des vieilles et les vieux que nous arrivons à mobiliser ?

Pour tenter de le faire, nous avons développé une nouvelle méthode de travail. Nous l'avons expérimentée pour la première fois l'année dernière. Nous avons décidé qu'il fallait que le CNaV s'exprime sur la question des Ehpad. Pour cela, nous voulions savoir ce qu'en pensaient nos membres. Nous avons proposé à tous les groupes CNaV d'organiser chez eux des réunions en présentiel pour demander aux vieilles et aux vieux de leur entourage, CNaV ou non CNaV : « *Que pensez-vous des Ehpad ?* ». Treize CNaV locaux ont répondu à l'appel. Cela a été une façon de mieux faire connaître le CNaV, mais surtout une façon d'entendre ce que tous ceux qui se sont déplacés avaient

à dire sur la question. Chez nous, on ne pratique pas tellement les groupes de parole à la OLD'UP, mais ceux qui viennent dans les journées que nous organisons plébiscitent notre méthode. Ils veulent continuer de l'utiliser pour participer à l'amélioration et à l'évolution de la société sur les sujets qui nous concernent, nous les vieux. Ils sont aussi très demandeurs de savoir ce que nous faisons de leur parole, et si nos recommandations sont suivies d'effet.

Pour préparer ces journées, nous constituons un petit groupe de travail. C'est ce groupe qui prépare le thème en débat, et entraîne les référents locaux à récupérer les verbatims utiles pour la construction d'une position CNaV générale sur le sujet en question. Chaque CNaV local remonte une synthèse de ce qui s'est dit chez lui, assortie de verbatims aussi riches et nombreux que possible, c'est-à-dire d'expressions émanant vraiment des personnes qui se sont déplacées. Puis, nous en faisons une synthèse nationale qui est renvoyée à tous les participants pour être validée. C'est un travail extrêmement collectif, dont les participants sont super fiers. Le travail de l'année dernière a abouti à un livre blanc sur les Ehpad, mis sur le site du CNaV. L'étape suivante va consister à mettre nos conclusions et propositions en débat, avec les acteurs du secteur et tous ceux qui sont intéressés par ces questions. Plusieurs débats contradictoires vont être ainsi organisés en région, par les CNaV qui se sont le plus investis dans ce travail, autour de la question de savoir si les Ehpad peuvent être réformés de l'intérieur, ou s'il faut, comme nous le soutenons au CNaV, définitivement tourner le dos à un modèle dont nous ne voulons pas tant il a été l'objet de dérives inacceptables, pour construire à la place autre chose en accompagnement de celles et ceux qui sont devenus très dépendants du fait de l'âge.

Le thème traité cette année selon la même méthodologie sera celui de la mobilité corporelle. Ressentez-vous des difficultés de mobilité corporelle ? Lesquelles ? Depuis quand ? Comment y avez-vous fait face ? Est-ce qu'elles vous ont obligé à rétrécir un peu votre périmètre d'existence ? Comment le vivez-vous ? Que recommanderiez-vous pour mieux résister à ces difficultés ? Ce thème semble lui aussi rencontrer beaucoup d'échos. En tout cas, beaucoup de personnes se sont inscrites aux journées proposées. Comme si cela leur permettait, non seulement d'avoir le sentiment de devenir un peu plus actrices de leur vieillesse et de la vieillesse en général, mais aussi de se rencontrer localement, de se connaître et de devenir davantage solidaires les unes des autres. Cette dimension de nouveau lien, que je qualifierai de socio-politique, créé grâce au CNaV, est très forte. C'est fondamental pour nous : être une occasion de lien entre vieux, d'un lien qui participe à les sortir de l'isolement, autrement que par l'assistance.

Tout à l'heure, vous disiez qu'un objectif était de faire évoluer les politiques publiques, avez-vous le sentiment d'y parvenir ?

Isabelle Hartvig : Alerter les pouvoirs publics sur les attentes des personnes aidées en établissement ou à domicile et faire évoluer les politiques publiques est en effet un des objectifs essentiels de l'association. Ces dernières années, nous avons par exemple été en contact avec le Président du Sénat, avec le Ministère de la Santé, nous avons participé à des groupes de travail interministériels, nous avons élaboré 15 propositions pour « *Mieux prendre soin de nos aînés* ».

Mais dernièrement, c'est vrai que des contacts directs avec les pouvoirs publics sont devenus peu fréquents. Nous avons toutefois récemment reçu le président de la CNSA¹⁰ et là on a pu parler de Citoyennage, de nos attentes... Par ailleurs, chaque fois qu'on se déplace, il n'y a pas que des directeurs d'établissement, il y a des représentants des services sociaux du département, mais c'est peut-être effectivement quelque chose qu'on peut développer encore. Cela dit, on a beaucoup fait cette année puisqu'on a eu beaucoup de déplacements. D'où notre participation, sous diverses formes, à de nombreux colloques et congrès, à Toulouse, Bayonne, Albi, Montpellier, Colmar, Beaune, Lyon et Marseille, ainsi que des rencontres dans presque toutes les régions avec les directions en charge de l'autonomie et des solidarités au sein de plusieurs départements. En Île-de-France, l'association a rencontré des lycéens en filière médico-sociale, elle a présenté sa démarche au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) et à la Fédération Hospitalière de France, ainsi que sur un stand pendant deux jours au colloque des approches non médicamenteuses (à Montrouge) et en conférence au Salon de la Silver economy (Porte de Versailles à Paris). De plus, l'association a participé à la préparation du schéma départemental 2026-2030 et candidaté pour entrer au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie en vue des élections de 2026. Enfin, pour un impact plus large, l'association édite désormais tous les quatre mois *Les e-Chos de Citoyennage*, une publication électronique à destination des adhérents mais aussi des directrices et directeurs d'établissements pour personnes âgées afin de leur permettre d'être en lien les uns avec les autres, à charge pour eux de la diffuser auprès de leur personnel et leurs résidents.

Martine Gruère : En tant qu'OLD'UP, j'ai été intégrée aux travaux du Conseil National de la Refondation pour le Bien Vieillir. Mais auparavant, Marie-Françoise Fuchs avec sa personnalité et son histoire personnelle, avait des liens avec des politiques. La façon dont elle prend la parole et dont elle témoigne de ce que sont les vieux a permis de peser sur les débats touchant à la représentation des vieux. La grande vieillesse reste un territoire très méconnu. Cette très vieille dame de 93 ans aujourd'hui a une façon de parler en tant que femme vieille assumant son âge. Elle parle souvent à titre tout à fait personnel mais raconte aussi tout ce qu'elle voit et entend de la part des personnes âgées, variées, que nous rencontrons tous les jours. Donc elle a une image, je pense, plutôt rassurante et souvent surprenante dans le milieu politique. Elle dit des choses fortes. Lors de l'élaboration du Rapport Libault, elle faisait partie des personnalités invitées à s'impliquer dans les travaux engagés et elle a dit en se levant : « *Écoutez, je regarde tous les gens qui sont là – le Rapport concerne les personnes âgées – et je suis la seule qui ait les cheveux blancs. Je ne comprends pas !* » Elle touche et intéresse en incarnant directement et sans fausse pudeur ni préalable idéologique, son âge, nos âges. Je tente aussi d'être au plus vrai de ce que j'entends et je vois – et de ce que je vis – lorsque j'interviens en public au nom de OLD'UP, au nom des vieux que nous sommes : « *Ce n'est pas contre vous, mais comment est-ce possible que vous osiez penser, que vous puissiez parler de nous sans que nous en soyons ?* » Et je suis de plus en plus combative. Par exemple, j'ai voulu m'inscrire à un colloque qui me paraissait très intéressant. Et j'ai découvert que le prix minimum d'inscription pour une journée

¹⁰ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

était de 395 euros ! Étonnée, j'ai écrit au secrétariat pour dire qu'il ne me paraissait pas normal qu'un colloque portant sur les vieux, les exclue de fait avec un tel tarif. Je ne comprends pas que soient organisées des journées entières portant sur nous les vieux sans qu'on puisse y participer. Je demande désormais non seulement que des membres de OLD'UP puissent assister à ces manifestations mais aussi qu'ils prennent la parole, plutôt en introduction qu'en conclusion...

Il faudrait que nous soyons plus nombreux à prendre la parole pour dire : « *Écoutez-nous, nous sommes les premiers concernés* ». Je donne toujours cet exemple de la dénutrition parce que, pendant un an, j'ai été associée aux travaux du Conseil National de l'Alimentation (CNA) pour les personnes âgées. Lors de la première réunion, j'apprends que si un vieux perd 3 kg c'est une catastrophe, il faut se mobiliser d'urgence ; j'étais la dernière intervenante du petit tour de table et je dis : « *C'est dommage parce que c'est mon rêve de perdre 3 kg !* » Par la suite, je me suis battue avec ceux qui parlent de lipides, de protéines et exclusivement de %. Pour beaucoup de personnes, c'est un langage inaccessible. L'avis du CNA a été publié, il a été largement diffusé. Rappeler l'importance de prendre en compte – toujours en priorité – les premiers concernés, à savoir nous les vieux qui avons une histoire, des goûts qui nous conviennent ou pas, des traditions familiales et locales... Et intégrer nos problèmes de mobilité, nos questions économiques... tout cela reste difficile.

Récemment, le nouveau directeur de la CNSA nous a rencontrés, le président, le trésorier et moi. Il a évoqué la possibilité qu'OLD'UP postule pour devenir éventuellement membre du Conseil d'administration de la CNSA. C'est une décision difficile parce que cette institution joue un rôle incontestablement important. Mais nous manquons de ressources humaines, de forces pour répondre à ses attentes. Notre intervention récente avec un représentant des personnes handicapées en introduction d'une journée de recherche sur l'Habitat des vieux correspond mieux à nos capacités. C'est une place que nous pouvons assumer ; nous pouvons intervenir de façon ponctuelle au moment où cela a un sens. Participer à des réunions récurrentes est plus problématique. Nous avons nos âges et notre énergie décline peu à peu. Dans certains cas, nous devons aussi être vigilants parce que nous recevons des invitations à participer à des instances honorifiques variées, non pour y être entendus en tant que vieux mais pour cautionner l'établissement demandeur : « *un membre de OLD'UP participe à nos débats* ».

Véronique Fournier : Faire bouger les lignes des politiques publiques, c'est vrai que ce n'est pas simple. D'abord, on ne sait pas très bien à qui s'adresser : les ministres changent tout le temps, et on a souvent du mal à repérer quel est celui qui s'occupe du dossier des vieux. Donc, on a un peu renoncé pour l'instant à aller discuter avec les ministres. On s'est dit que s'il y avait quelque chose à tenter, c'était peut-être plutôt à l'occasion des prochaines municipales parce que, finalement, c'est quand même les maires et les communes qui sont les mieux à même de faire quelque chose pour les personnes vieilles. Nous sommes en train de constituer un genre de plaidoyer CNAV pour les municipales pour aider nos membres à aller discuter « vieux » avec les candidats aux prochaines élections.

Autre tentative politique : vis-à-vis de la Silver économie ! C'est un acteur tout-puissant du secteur auprès des politiques, alors on s'est dit que c'était important de se faire connaître d'eux. L'année dernière, Luc Broussy, haute figure en France de la « Silver-economy », a organisé avec son think tank Matières grises un grand raout à la Maison de la Chimie, sur l'Ehpad de demain. Tous les directeurs quadra et quinquagénaires des grands groupes d'Ehpad étaient invités, mais zéro vieux, personne ni de OLD'UP ni du CNaV. Par ailleurs, le coût de l'inscription était prohibitif ! Inaccessible à nos petites bourses de retraités ! Donc, on a décidé d'aller tracter à l'entrée, pour dénoncer cette journée sur l'Ehpad de demain à laquelle pas un vieux n'était invité ! C'était très rigolo, on était une vingtaine, tous avec nos cheveux blancs ! Luc Broussy est arrivé, il est devenu tout rouge, absolument furieux, et il m'a dit la même chose qu'à Martine : si vous m'aviez demandé, bien sûr que je vous aurais laissé entrer gratuitement pour assister aux débats ! Je lui ai répondu : mais ce n'est pas être invités gratuitement pour vous écouter tous parler que nous voulons, c'est être à la table des intervenants, parce que ce que nous avons à dire est important pour vous : n'est-ce pas pour nous que vous concevez vos établissements ? Voilà, c'est quand même incroyable cette façon de nous traiter ! Je comprends que les acteurs d'un secteur aient envie de se réunir entre eux, pourquoi pas, mais qu'ils ne disent pas qu'ils savent mieux que nous ce qui est bon pour nous, c'est juste ça.

J'étais l'autre jour à une réunion à la Mairie de Paris sur l'isolement des seniors. C'est un vrai sujet dont on parle beaucoup actuellement, les municipalités sont très mobilisées sur ce thème, avec beaucoup de travailleurs sociaux qui font au quotidien des choses formidables, mais il n'y avait pas un vieux dans la salle. Pour nous au CNaV, ce que nous savons et essayons de faire, c'est de lutter contre l'isolement des vieux en allant les rencontrer d'égal à égal, qu'ils soient riches ou pauvres, précaires ou non, pour les faire parler d'eux-mêmes, de leur vieillesse, discuter entre vieux de la meilleure façon de vivre cette étape de vie. L'idée n'est pas d'aller vérifier si leurs conditions de vie sont correctes, mais de situer la conversation ailleurs, de créer du lien sur la façon de mieux vivre et agir sa vieillesse. C'est selon nous une autre façon de les faire se sentir moins seuls. Dans notre expérience, il n'y a pas que les vieux précaires qui sont seuls et isolés. Il y en a beaucoup d'autres qui souffrent de solitude. Alors, qui est le plus légitime pour parler de l'isolement des vieux ? Probablement, les professionnels de terrain, même s'ils ne sont pas vieux eux-mêmes. Parce que ce sont eux qui sont le plus en contact avec les vieux qui ont besoin de l'aide des politiques publiques pour sortir de l'isolement. À cet égard, notre rôle à nous est d'une autre nature. Il est de l'ordre de la solidarité intragénérationnelle.

Martine Gruère : OLD'UP est agréé pour que certains de nos membres soient Représentants d'Usagers. C'est un engagement précieux mais lourd qui peut contribuer à l'amélioration de la vie dans les établissements médicaux. Oser prendre la parole n'est pas facile. Dans le cadre du Conseil National de la Refondation destiné à écouter de « vrais » vieux ou des proches, ce qui m'a presque le plus frappée, c'était *la peur des représailles* qu'on entend en particulier dans les Ehpad. Même les familles n'osent pas parler : « *Si je dis ça, peut-être que ma mère âgée qui est dans cette*

résidence va le payer cher ». Nos interlocuteurs étaient à la recherche de porte-parole « neutres », hors institution. Autant que possible, essayons de contribuer aux changements nécessaires : que l'on soit plus entendus et respectés. Nous avons plus besoin de considération que de compassion.

Véronique Fournier : D'une manière générale, les politiques ont plutôt du mal jusqu'à présent à nous prendre au sérieux. C'est pour cela que c'est important de produire de la réflexion qui tienne la route, de faire des propositions concrètes, réalistes. Les outils de communication, comme TéléVioc¹¹, c'est bien, c'est fort, ce sont des instruments qui séduisent. Mais d'autant plus s'il y a du fond derrière, des vraies idées, susceptibles d'améliorer la cause des vieux. Il faut arriver à être bon sur les deux bouts de la chaîne. Je ne sais pas si on y arrivera, mais c'est un peu ça le challenge.

Avez-vous l'impression que vous parlez dans le vide ou que la parole des vieilles et des vieux est mieux entendue aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a quelques années ? Est-ce que vous percevez une évolution dans la capacité de la société à entendre cette parole ?

Martine Gruère : Cela commence. Compte tenu des perspectives démographiques, peut-être que les gens commencent à se dire qu'il faut écouter les vieux. Il y a des choses qui évoluent : lorsque Marie-Françoise Fuchs a lancé, en 2008, l'association OLD'UP « les Vieux debout ! », qu'elle a osé parler des vieux, c'était un terme qui n'existait pas et cela a paru très provocateur. Aujourd'hui, il y a un journal *Vieux* qui donne envie d'être acheté, le mot vieux est entré dans les mœurs, il s'est banalisé. Beaucoup de nos adhérents acceptent le fait qu'ils sont vieux mais pas tous. Il semble que ce soit plus inacceptable pour les hommes. Mais encore aujourd'hui, dire « nous les vieux » est plus facile que dire « je » suis vieille ou vieux. De leur côté, les politiques se mobilisent aussi, tant nous sommes nombreux et que nos dépendances à venir les inquiètent sur le plan économique. Ils semblent en revanche sous-estimer tout ce que nous les vieux nous apportons et pouvons apporter, nous, les vieux pas complètement vieux.

Isabelle Hartvig : Quand on est vieux, nos amis meurent les uns après les autres autour de nous. C'est justement pour ça qu'on rebondit, qu'on peut rebondir. Quand ma dernière amie est morte, je me suis dit : moi je ne vais pas rester comme ça, j'ai besoin de sortir, mais je n'ai pas envie de sortir toute seule, d'aller au théâtre toute seule. On peut le faire en résidence, même si ça dépend des résidences. Encore une fois, il faut changer le modèle Ehpad pour que ce ne soit pas un lieu enfermant, mais au contraire, un lieu inclusif, faisant partie de la société, lieu de rencontre et de lien, qu'il devienne un vrai domicile. Nous dénonçons nous aussi ce vieux modèle de l'Ehpad et ses héritages hospitaliers. Mais il existe déjà aujourd'hui des établissements, j'en connais, qui ont su s'engager dans une logique domiciliaire et où les résidents sont des citoyens à part entière, libres et acteurs de leur vie. Il faut le savoir et le faire savoir, car ça prouve que c'est possible.

¹¹ <https://www.televioc.fr>

Véronique Fournier : J'ai l'impression que peut-être, grâce à nous tous, les lignes commencent un peu à bouger. Bien sûr, on peut s'interroger pour savoir si on s'y prend de la bonne façon, mais l'idée que le vieillissement est un vrai sujet et qu'il faut écouter ce qu'ont à en dire les vieilles et les vieux est en passe d'être acquise, me semble-t-il. Quant à la mort, j'ai beaucoup travaillé sur ce sujet, depuis des années. J'ai récemment été invitée à trois jours de travail sur la mort, organisés par des jeunes, sur le plateau de Millevaches, par une association qui s'appelle « Par la Racine ». Leur idée est de dire qu'il faut refonder la place que l'on accorde à la mort dans la société. Que c'est essentiel pour que la société marche droit. D'où venons-nous, où allons-nous, comment honorons-nous nos morts, y pensons-nous ? Comment nous préparons-nous à notre propre mort ? Puisque la mort est l'un des événements cruciaux de nos existences. Je trouve que c'est fantastique que ces réflexions soient portées par des jeunes. Contrairement à ce que j'entends souvent, je ne pense pas du tout que la mort soit un tabou dans nos sociétés, j'ai l'impression qu'au contraire il y a beaucoup de travail et de réflexion à son propos aujourd'hui.

On en arrive à la fin de notre échange, il est temps de nous dire comment vous voyez l'avenir au niveau de votre mouvement ?

Martine Gruère : Nous avançons avec des « projets associatifs », rédigés tous les trois ans. Ce n'est pas révolutionnaire mais nous continuons à nous développer en France, et en Europe, parce que nous partageons la conviction que nous pouvons être utiles aux vieux – dont nous sommes – et à la société. Dans ce cadre, nous avons retenu un nouveau thème sous la forme d'un atelier « citoyenneté », où on travaillerait justement davantage sur « qu'est-ce qui se joue en ce moment, que ce soit économique, environnemental : comment sommes-nous concernés ou pouvons-nous l'être ? ». Nous avançons en fonction des propositions qui émanent de nos membres. Ainsi par exemple, le thème de la spiritualité a surgi tout d'un coup et a connu un réel succès alors que le psychologique a beaucoup diminué. C'était pourtant au départ vraiment un langage, une réflexion sur soi, très appréciée/recherchée par les premiers membres de OLD'UP. Les formes des propositions évoluent mais l'importance de partager nos réflexions dans nos vérités, à nos rythmes, reste fondamentale ainsi que la création de liens d'amitié... Un de nos enjeux est de former plus de personnes à s'exprimer oralement, en public.

Isabelle Hartvig : Je n'ai pas envie d'abandonner, je tiens à l'idée de faire prendre en compte les besoins en personnels dans les établissements et services à domicile, parce que ça, j'y tiens beaucoup. Il faut développer l'accompagnement. Cela suppose des embauches de personnel, de former ces personnels. La formation de ce personnel, cela suppose des sous. Je n'abandonne pas ces idées, elles me paraissent très importantes. Après, nous, on fait ce qu'on peut de notre côté, on édite une publication, ça s'appelle *Les Échos de Citoyennage*, qui est aussi destinée aux directeurs d'Ehpad et dont les pages leur sont ouvertes. On reste modestes, tout en gardant une vision, en faisant des propositions concrètes.

Véronique Fournier : L'objectif numéro un du CNaV, c'est probablement de grossir encore un peu, de façon à peser plus lourd politiquement, pour que la parole des vieux soit plus entendue, et que nous, les vieux, arrivions à occuper notre juste place dans la société. Pour autant, je ne sais pas si c'est en étant très nombreux qu'on a plus de poids. Il me semble que c'est aussi, et peut-être surtout, grâce à des travaux de fond, en proposant des pistes constructives, en démontrant notre capacité à faire bouger le regard sur les vieux et les lignes sur la vieillesse. Sinon, bien sûr, nous avons les mêmes objectifs que vous, augmenter les capacités d'accompagnement des vieilles et des vieux devenus dépendants, c'est essentiel. Et pour cela, il faut effectivement revaloriser les gens à qui on confie cette mission-là. Et oui, ça demande des sous.

Mais dire cela, c'est, d'une certaine façon, déjà proposer des politiques de la vieillesse. Ce n'est pas préciser quels sont nos objectifs d'avenir en tant qu'association. Ainsi, au titre du CNaV proprement dit, je détaillerai deux de nos prochains projets, un à moyen terme et un à plus long terme. À moyen terme, nous allons entreprendre une réflexion sur : qui sommes-nous ? Il s'agit de se poser pour, au bout de trois-quatre ans d'existence, réfléchir ensemble à ce que nous avons fait depuis notre création : sommes-nous au bon endroit, compte tenu de nos objectifs de départ ? Est-ce qu'il faut rectifier le tir ? Est-ce que la gouvernance dont nous nous sommes dotés depuis deux ans fonctionne ? Permettra-t-elle de nous mener là où nous envisageons d'aller ? Est-ce qu'il faut en changer ? Quant à l'autre objectif, il consiste à commencer à préparer notre troisième contre-salon des vieilles et des vieux dont nous aimerions qu'il se tienne à l'automne 2027.

Martine Gruère : Il y a un point que j'ai oublié en tant qu'OLD'UP, parce que cela fait débat, c'est notre volonté de développer notre présence sur les réseaux sociaux. Nous avons déjà un site, des YouTube, notre newsletter qui sont assez bien consultés. Mais si nous voulons être davantage entendus aujourd'hui, au-delà de notre cercle, c'est vraiment vers les réseaux sociaux qu'il nous faut aller. C'est une orientation probablement nécessaire mais elle se heurte à une forme de résistance des vieux que nous sommes, qui ne vont jamais – ou très peu – sur les réseaux sociaux. Ils en ont un usage très limité au nom du : « À quoi bon ? » et parfois une interrogation de fond sur la prééminence de ces nouveaux modes de communication... Que deviennent les véritables relations ? en présence physique... Que deviennent les apports de la lecture de livres – en papier – qui sont des outils plus certains de culture approfondie mais aussi de découvertes, de réflexions... Les nouveaux vieux arrivant à OLD'UP sont déjà « pratiquants », usagers facilitateurs de l'accès aux réseaux sociaux. Du fait de l'âge de la mise à la retraite et de la longévité qui s'accroît, nos membres appartiennent à trois générations.

e-mails auteurs

argoud@u-pec.fr

contact@citoyennage.fr

Jpmgruere@gmail.com

veronique0705fournier@gmail.com